

<https://www.c-c-netzwerk.ch/2024/10/26/kiener-fakten-statt-fakes>

<https://www.fuw.ch/atomenergie-fakten-statt-fakes-309466820074>

Du vrai et du faux concernant l'énergie nucléaire

Il n'y a jamais eu de majorité dans la population pour la sortie du nucléaire. Si la Suisse veut s'assurer suffisamment d'électricité et préserver le climat à l'avenir, il n'y a pas d'échappatoire à de nouvelles centrales nucléaires.

Un commentaire d'Eduard Kiener, publié le 25.10.2024, 13:47

Le Conseil fédéral estime que l'énergie nucléaire est toujours nécessaire, c'est-à-dire qu'elle doit rester à long terme un pilier de l'approvisionnement en électricité. Il veut donc renverser l'interdiction des nouvelles centrales nucléaires avec un contre-projet indirect à l'initiative « Stop au blackout ». Les réactions sévères des opposants à l'énergie nucléaire n'ont pas été absentes.

C'est ainsi que l'on peut à nouveau entendre des arguments bien connus : la sortie du nucléaire a été décidée par le peuple il y a seulement sept ans, il n'y a pas besoin de l'énergie nucléaire dangereuse et les nouvelles centrales électriques sont de toute façon trop tardives, le débat à leur sujet réduit la pression en faveur du développement des énergies renouvelables, et le photovoltaïque est depuis longtemps moins cher. En outre, l'industrie de l'électricité ne veut pas de nouvelles centrales nucléaires, et l'affirmation selon laquelle l'élimination finale des déchets radioactifs n'est toujours pas résolue ne doit pas manquer. Que devons-nous penser de toutes ces affirmations ?

Une majorité favorable

La *Stratégie énergétique 2050*, adoptée par les électeurs en mai 2017, vise à promouvoir les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Mais elle contient également l'interdiction, bien « emballée », de l'autorisation générale pour de nouvelles centrales nucléaires. Les électeurs n'ont donc pas été en mesure de différencier leur volonté. Ils devaient voter oui s'ils voulaient faire avancer les énergies renouvelables et les économies d'énergie, même s'ils considéraient toujours l'énergie nucléaire comme nécessaire. Ce projet de loi référendaire astucieux a apporté le résultat politiquement souhaité, à savoir, l'abandon progressif de l'énergie nucléaire, ainsi officiellement et légalement institué.

Comme l'a montré l'analyse des votes, le « oui » à la *Stratégie énergétique 2050*, le 21 mai 2017, par 58,2% des votants, était avant tout un « oui » pour l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables et non pas un « oui » contre l'énergie nucléaire. Cela vaut également pour la modification de la loi sur l'énergie et de la loi sur l'approvisionnement en électricité, qui a été adoptée encore plus clairement le 9 juin 2024, par 68,7% des votants. L'énergie nucléaire, comme le montrent les sondages, gagne de plus en plus de soutien. Et il ne faut pas oublier que jusqu'à présent, toutes les initiatives de sortie du nucléaire ont été rejetées, la dernière le 27 novembre 2016, par 54,2% des votants, tout juste six mois avant le vote sur la *Stratégie énergétique 2050*.

Il est incompréhensible d'affirmer que le débat renouvelé sur l'énergie nucléaire réduit la pression en faveur du développement des énergies renouvelables. Quiconque dit cela évite les différends sur la politique énergétique et ne fait pas confiance à la population pour reconnaître la signification, les avantages et les limites des énergies renouvelables.

L'énergie nucléaire reste nécessaire

Les centrales nucléaires existantes peuvent continuer à fonctionner tant qu'elles sont sûres. C'est une bonne chose, car, malgré une croissance record du photovoltaïque, le développement de l'électricité à partir des nouvelles sources d'énergie renouvelables, solaire, éolienne, biomasse et géothermique est loin d'être à la hauteur des besoins. En 2023, celles-ci n'ont livré que 6,8 térawattheures (TWh), soit 19% des 35 TWh requis par la loi sur l'électricité pour 2035 ; pour atteindre cet objectif, la production supplémentaire annuelle devrait être trois fois supérieure à celle de 2023 (c-à-d. 2,4 TWh de plus, et cela durant 12 ans, soit 3 fois les 0,8 TWh d'accroissement par rapport aux 6,0 TWh produits en 2022).

La quantité d'électricité nécessaire ne peut pas être fournie à temps avec les seules sources d'énergie renouvelables. Le fait est que, durant l'hiver 2023/24, les nouvelles sources d'énergies renouvelables n'ont couvert que 10% de la consommation brute du pays (3,3 TWh sur 32,7 TWh de consommation brute et 30,5 TWh de consommation nette), tandis que les centrales nucléaires en couvraient 40% (13 TWh). Sans les centrales nucléaires, notre approvisionnement serait encore plus mal assuré.

Il est illusoire de croire que les exigences juridiques fantaisistes de la loi sur l'électricité peuvent être satisfaites d'ici le milieu du siècle ; même les exercices forcés, tels que le « solaire express » et l'« éolien express », n'y aideront pas. Et même si les idées des *Perspectives énergétiques 2050+* de la Confédération se réalisaient, seul un équilibre annuel équilibré serait atteint ; la demande d'importations d'électricité resterait élevée en hiver. L'alimentation électrique ne ainsi serait pas assurée.

« L'extension coûteuse du système requise par le recours aux sources d'énergie renouvelables pourra être considérablement réduite grâce à l'énergie nucléaire ».

Il faudrait au moins vingt voire trente ans pour que de nouvelles centrales nucléaires soient construites, affirme-t-on à maintes reprises. Ce faisant, elles ne feraient rien pour résoudre les problèmes d'approvisionnement pour les quinze prochaines années. Ce raisonnement est à courte vue, car les problèmes d'approvisionnement vont durer beaucoup plus longtemps. En outre, les centrales nucléaires pourraient être construites plus rapidement si la volonté politique et la volonté d'investir étaient présentes.

Les centrales nucléaires de Beznau, Mühleberg et Gösgen ont été construites dans des délais beaucoup plus courts, entre quatre ans et demi et huit ans depuis l'autorisation de site (essentiellement équivalente à l'autorisation générale actuelle) jusqu'au début de l'exploitation commerciale. Des exemples à l'étranger montrent que de tels délais de mise en œuvre sont également possibles aujourd'hui.

Moins besoin d'extension du système électrique

L'augmentation de la consommation d'électricité devra être couverte par la production à partir de sources d'énergie renouvelables, conformément à la doctrine actuelle ; en raison de son potentiel, l'électricité pour la demande supplémentaire et le remplacement de l'énergie nucléaire devra provenir principalement du photovoltaïque. Son énorme puissance-crête nécessaire posera de nouveaux défis au système électrique : le stockage quotidien et saisonnier, la régulation du réseau et l'extension massive du réseau, nécessaires afin de couvrir le manque d'énergie solaire la nuit et le jours gris, de transférer les excédents de l'été à l'hiver et de contrôler les grandes fluctuations de puissance. On peut se demander s'il sera possible de mettre en œuvre à temps cette extension complexe du système. Cependant, elle

peut être considérablement réduite grâce à l'énergie nucléaire qui fournit de l'énergie de ruban de base et de plus avec une forte proportion durant l'hiver.

Il n'est pas vrai que l'énergie nucléaire est trop chère et que le photovoltaïque est depuis longtemps moins cher. Même si l'on suppose des coûts d'investissement spécifiques élevés, comme pour le réacteur à eau pressurisée d'Olkiluoto en Finlande, et que l'on se base sur les coûts d'exploitation actuels des centrales nucléaires suisses, les coûts de production sont inférieurs à ceux du photovoltaïque.

Cela inclut également les coûts en bonne et due forme pour le démantèlement des centrales et pour la gestion des déchets nucléaires. La rentabilité du photovoltaïque n'est évidemment pas non plus donnée du point de vue politique ; c'est bien là la façon dont s'explique le fait que même les grandes installations photovoltaïques reçoivent des subventions allant jusqu'à 60%. En outre, les coûts de l'extension du système susmentionnée doivent encore être pris en compte.

Les deux sources sont nécessaires

L'industrie de l'électricité ne semble pas du tout disposée à investir dans de nouvelles centrales nucléaires, dit-on. Si la question de l'interdiction de l'autorisation générale était réglée, il faudrait probablement des promesses de subventions beaucoup moins importantes que pour le photovoltaïque pour motiver les fournisseurs d'électricité à projeter de nouvelles centrales nucléaires.

En hiver, notre approvisionnement en électricité restera encore très longtemps dépendant des importations et donc risqué. Par conséquent, on ne peut que souligner encore et encore que – en plus de l'efficacité énergétique – le recours aux sources d'énergie renouvelables et à l'énergie nucléaire sont nécessaires.

Les nouvelles centrales nucléaires des générations III/IIIa ou IV devraient être beaucoup plus sûres que les centrales existantes. Grâce à sa forte densité énergétique, l'énergie nucléaire est non seulement économiquement mais aussi écologiquement avantageuse, et ses émissions spécifiques de gaz à effet de serre sont inférieures à celles du photovoltaïque. L'opposition à l'énergie nucléaire est donc non seulement préjudiciable à la sécurité de l'approvisionnement, mais aussi au climat.

Eduard Kiener a été directeur de l'Office fédéral de l'énergie de 1977 à 2001